

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 17 mars 2025

Faits saillants

- **La Secrétaire d'Etat à l'Economie en visite à Washington pour plaider la cause de la Suisse**
- **La BNS abaisse à nouveau son taux directeur, le portant à 0,25%**
- **Le Parlement suisse valide plusieurs mesures pour renforcer la réglementation bancaire**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 20/03	Var. vs 13/03
EUR/CHF	0,9572	- 0,3 %
USD/CHF	0,8821	0,0 %
SMI	13 097	+ 2,0 %
Taux 10a	0,653 %	- 12 pb

Macroéconomie

Relations Suisse-US: Le 17 mars, la Secrétaire d'Etat à l'économie, Madame Budliger Artieda, s'est rendue à Washington où elle a notamment rencontré le chef de cabinet du représentant américain au Commerce. Cette première rencontre avec des proches du Président américain visait à nouer des contacts avec des membres de la nouvelle administration américaine, mais également à défendre la politique commerciale helvétique face aux accusations de pratiques déloyales répétées par l'administration Trump ces derniers jours. Pour la Secrétaire d'Etat, la Suisse ne doit pas participer à une guerre commerciale dont elle n'aurait rien à gagner. Le pays devrait au contraire demeurer ouvert aux échanges commerciaux avec l'UE, les Etats-Unis et la Chine, ses trois principaux marchés. Lors de son déplacement, la Secrétaire d'Etat a notamment souligné l'absence de droits de douane pour l'entrée de produits manufacturiers américains et le poids en termes de valeur ajoutée, d'emplois et de niveau de rémunération représenté par la présence des grands groupes suisses sur le sol américain. Elle en a profité pour sonder ses homologues sur le principe d'un accord de libre-échange, une forme de réponse originale face au risque, à l'inverse, d'explosion des droits de douanes. Le 2 avril prochain, le Conseil fédéral devrait tenir une réunion à huis clos sur les implications de la politique du gouvernement Trump pour l'économie suisse.

BNS: A l'occasion de sa réunion de politique monétaire le 20 mars, le Président de la Banque Nationale Suisse (BNS), Martin Schlegel, a annoncé une nouvelle baisse du taux directeur de 25 pdb, le portant à 0,25%, soit son plus bas niveau depuis août 2022. Il s'agit de la 5^{ème} baisse consécutive depuis un an, après le repli plus prononcé de 50 pdb en décembre dernier.

Cette décision, largement anticipée par les analystes, n'en restait pas moins incertaine, certains pariant pour un statu quo en raison d'une inflation maîtrisée, d'une croissance économique relativement solide bien que modérée, et d'un affaiblissement du franc suisse en mars. Martin Schlegel a motivé cette décision par des perspectives d'inflation incertaines, « la faible pression inflationniste et des risques de révision à la baisse ». La prévision d'inflation pour cette année a été revue légèrement à la hausse, à 0,4% (contre 0,3% en décembre); celle pour 2026 a été laissée inchangée, à 0,8%. Par ailleurs, la BNS a rappelé qu'elle s'attachait également à soutenir « l'évolution de l'économie en Suisse » au regard des incertitudes géopolitiques et des répercussions possibles des barrières douanières imposées par D. Trump sur l'économie mondiale. Le président Martin Schlegel a insisté sur la forte incertitude pesant sur les différents grands marchés internationaux. Dans ce contexte, la conduite de la politique monétaire devrait rester très prudente. Le passage à un possible retour à des taux négatifs-sujet qui n'a pas été mentionné lors de la conférence de presse- ne saurait être exclu ces prochains mois. La prochaine réunion de politique monétaire est prévue en juin.

Conjoncture : Les experts du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) ont légèrement revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'économie suisse pour cette année et la suivante. Le PIB corrigé des événements sportifs devrait ainsi progresser de 1,4 % en 2025 et de 1,6 % en 2026, contre respectivement 1,5 % et 1,7 % selon les prévisions de décembre. La croissance devrait ainsi rester inférieure à la moyenne historique (1,8 %) pour au-moins deux années supplémentaires en raison du climat général de forte incertitude sur le front économique et commercial. Ces prévisions se fondent sur l'hypothèse qu'il n'y aura pas d'escalade vers une guerre commerciale mondiale.

Secteur financier

Règlementation bancaire : Après le Conseil des Etats (=Sénat) la semaine dernière, le Conseil national (=Assemblée nationale) a soutenu le 17 mars l'ensemble des mesures formulées par la commission d'enquête parlementaire sur la chute de Credit Suisse, insistant en particulier sur les points suivants : (i) la limitation des allègements accordés aux banques systémiques en matière de capital et de liquidité, avec des obligations de transparence ; (ii) le renforcement des pouvoirs de la Finma (au premier rang desquels la capacité d'infliger des amendes aux banques et à leurs dirigeants) ainsi que des outils d'intervention précoce ; (iii) l'octroi à la Banque Nationale Suisse du pouvoir d'exiger des banques qu'elles préparent des garanties pour accéder plus facilement à des liquidités d'urgence en cas de crise ; (iv) enfin une révision des objectifs de la réglementation bancaire suisse afin de mieux s'aligner sur les règles internationales. Le gouvernement est désormais tenu de présenter une législation intégrant ces propositions, en parallèle des réformes déjà en cours, notamment sur la hausse des exigences en matière de capital pour UBS dont un projet de loi est attendu pour le mois de mai.

UBS : Les discussions entre UBS et la Confédération se sont relativement tendues au cours des dernières semaines, dans le cadre des débats en cours sur le renforcement de la réglementation Too Big To Fail (TBTF). La Conseillère fédérale aux finances et présidente de la Confédération pour 2025, Karin Keller-Sutter, a ainsi de nouveau insisté ces derniers jours sur la nécessité de mieux protéger les contribuables en cas de nouvelle crise, estimant qu'une augmentation des exigences en capital pour UBS de 15 à 25 Mds CHF supplémentaires était une valeur « plausible », alors qu'UBS juge ce montant excessif et synonyme de perte de compétitivité. Ces discussions interviennent alors que le Conseil fédéral doit présenter en mai un projet de loi avec des propositions concrètes à ce sujet. Par ailleurs, la rémunération élevée de son PDG Sergio Ermotti (14,9 M CHF en 2024) qui vient d'être publiée suscite également de fortes critiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay